

LA PETITE MISSION DANS LA PAIERIE

Vendredi 16 octobre 2020 à 17 heures 16, le DRFiP a informé les représentants du personnel de la **disparition du Centre de Gestion des Retraites de Paris (CGR)**.

La carte des « re »localisations (sic !) de missions et services, carte non-achevée, nous apprend donc que certaines villes moyennes auraient jadis perdu des missions qui seront réimplantées dans les années à venir.

Dans les faits, bien évidemment, il ne s'agit pas de relocalisations mais de dé-localisations. Il s'agira d'implantation de missions qui n'apporteront aucun renforcement du service public de proximité au service des usagers des villes « choisies » puisqu'il s'agira uniquement d'unités de « back-office », d'appui au réseau ou encore de centres d'appels.

Première victime parisienne du plan de démétropolisation, le CGR de Paris disparaîtra au 1^{er} janvier 2022. La réorganisation du réseau des CGR se fera **en deux étapes** :

1. 1^{er} janvier 2022
2. 1^{er} janvier 2023.

Dans le cadre de la première vague, l'activité du CGR de Paris sera transférée au 1^{er} janvier 2022 sur le CGR « bi-site » de **Nantes** et de **Châteaubriant**. L'opération s'effectuera en une fois, coordonnées avec le changement de l'application de paiement

Et pour celles et ceux qui restent ? A ce jour aucune information, ils et elles seront « réaffectés selon les modalités qui seront précisées dans la documentation RH qui sera produite spécifiquement pour ces mouvements ».

Et pour les nouveaux ? L'installation se fera « 3 à 4 mois avant les opérations de bascule », les nouveaux agents seront « formés aux aspects métier et informatique de leur nouvelle activité jusqu'au 31 décembre précédant le transfert d'activité ».

Le service public, par ses missions et les emplois qualifiés qu'il génère contribue à réduire les inégalités. Rien ne saurait justifier cette politique de gribouille uniquement motivée par la logique des économies d'échelle et l'optimisation immobilière.

Que dire du cynisme de la DG qui aujourd'hui met en concurrence la ville moyenne appauvrie et la grande ville inégalitaire ?

Que dire du cynisme envers les agents, leur professionnalisme et leur investissement aujourd'hui balayé par les liquidateurs de nos missions et de nos droits et garanties ?

La CGT Finances publiques 75 a mis en garde les agents à plusieurs reprises, expliquant la tactique qui consistait pour la DGFIP et les directions locales à dissocier les restructurations pour éviter un front commun des agents.

C'est aujourd'hui, comme l'avait annoncé la CGT, au tour des services de direction.

A qui le tour prochain ? Au service liaison rémunération ? Aux missions domaniales ?

Plus que jamais, dans l'unité, le nouveau réseau de proximité ne doit pas se négocier mais se combattre !